



---

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

#### **DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT (DAGE-MEDD)**

##### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013**

###### **RAPPORT Final**

**(juillet 2015)**



---

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

a) l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de 12 véhicules et 02 motocyclettes en 06 lots distincts et indivisibles** attribué respectivement à **EMG** pour un montant de **34 000 000 F CFA TTC** pour le lot 1 et à **CFAO MOTORS** pour les lots 2,3,4,5 et 6 pour un montant global de **199 206 000 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- l'Autorité Contractante a adressé, à trois des quatre candidats ayant retiré le Dossier d'Appel d'Offres (CFAO MOTORS, CCBM AUTOMOBILE et CCBM INDUSTRIE), un additif portant rectification d'un point des spécifications techniques ; aux termes de cet additif, le « diesel » remplace le « diesel atmosphérique. Ce faisant, l'Autorité Contractante viole le principe d'égalité de traitement des candidats au stade de la préparation des offres, tous les candidats doivent disposer des mêmes informations ; l'autorité contractante ne devait pas préjuger du fait que SICAS ne soumissionnerait que sur le lot N°6 portant sur les motocyclettes et non sur les lots relatifs aux véhicules ;
- le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas l'avis de non-objection de la DCMP sur le DAO ; au-delà de la nécessité, pour l'Autorité Contractante, de se conformer aux dispositions de l'arrêté 12 785 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances, pris en application de l'article 140 du CMP, il y'a lieu de classer l'avis de non-objection de la DCMP dans le dossier de marché, conformément aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de marché ;

b) l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert, portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de matériel informatique**, attribué à **SENEPRES**, pour un montant de **21 818 300 F CFA TTC**, a permis de relever plusieurs non conformités :

- les copies des convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés, pour les inviter à participer à la séance d'ouverture des plis, ne sont pas classées dans le dossier de marché. Il s'agit d'une exigence de l'article 39 du CMP à laquelle il faut se conformer.
- le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas les copies des lettres adressées aux candidats non retenus, pour les informer du rejet de leurs offres et les attestations de mainlevée des garanties de soumission ; il y'a lieu de se conformer aux prescrits de l'article 83.3 du CMP et de classer les documents concernés dans le dossier de marché, conformément aux instructions de l'ARMP, en matière de classement et d'archivage des pièces de marché.
- le support de publication de l'avis d'attribution définitive n'est pas non plus classé dans le dossier de marché ; il s'agit d'une exigence de l'article 85 du CMP, auquel il faut se conformer.

- nous avons noté que la garantie de bonne exécution a été constituée le 10 juin 2013 pour un marché qui aurait été notifié le 10 septembre 2012, au regard des éléments du dossier de marché. Nonobstant le manquement au respect des dispositions de l'article 114 du CMP, il y'a lieu de signaler que la procédure enclenchée depuis le 25 mars 2012, date de publication de l'avis d'appel d'offres, a trainé en longueur et s'est poursuivie jusqu'en 2013 (immatriculation 13 mars 2013 ; livraison des fournitures le 25 avril 2013). Le déroulement de cette procédure sur une période de treize mois, est contraire à l'exigence de célérité dans la mise en œuvre des processus. .

c) l'examen de la procédure de DRP portant sélection d'un prestataire pour **la réalisation d'une mission d'appui aux journées NATANGUE de la DEEC**, attribuée aux **ETS OUMOU KHAÏRY MULTI-SERVICES**, pour un montant de **13 947 600 F CFA TTC**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- les lettres d'invitation à soumissionner portent le même numéro ; l'attribution d'un même numéro pour une lettre de saisine ne se conçoit que lorsqu'il est annexé à ladite lettre, une liste de destinataire qui est cochée individuellement pour chacun des destinataires listés ;
- la vérification de la recevabilité des offres des candidats, en application des articles 43 et 44 du CMP, n'a pas été formalisée par la commission, en violation de l'article 68 du CMP ;
- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP, dès attribution des DRP, les informations nécessaires à la publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics.

f) l'examen des offres des soumissionnaires ayant participé à la procédure de DRP portant sélection d'un prestataire pour la **fourniture de matériels de jardinage**, attribuée à **AFRIQUE ENTREPRISE ET JARDINS**, pour un montant de **14 614 182 F CFA TTC**, a permis de noter de nombreuses similitudes entre les offres de l'attributaire Afrique Entreprise et Jardins et les soumissionnaires SENEPREST, le GIE LE SAHEL, GECOTRAP et NIANA ENTREPRISES, laissant entrevoir une collusion entre ces fournisseurs ; il y'a lieu de veiller à une mise en concurrence réelle et à la transparence des procédures d'attribution.

g) l'examen de la procédure de DRP portant sélection d'un prestataire pour **la réalisation des travaux divers, subdivisée en deux (2) lots**, attribuée à **E.G.B.T.P**, pour un montant de **21 829 410 FCFA TTC**, a permis de que noter le contrat ne mentionne pas de clauses relatives aux pénalités de retard, alors qu'aux termes de l'article 13.7 du CMP, la mention d'une telle clause est obligatoire ; il s'y ajoute que l'AC ne s'est pas conformée à l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP, dès attribution des DRP, les informations nécessaires à la publication d'un avis d'attribution, sur le site des marchés publics.

h) l'examen des procédures de DRP portant sélection d'un prestataire pour **l'organisation de deux ateliers portant respectivement sur la formation des agents sur l'utilisation et les fonctionnalités de la téléphonie IP**, attribuée à **G.S.G SARL**, pour un montant de **14 809 000 FCFA TTC** et **sur la formation en marchés publics au profit des agents du MEDD**, attribuée à **S.I.C.O.R** pour un montant de **14 160 000 FCFA TTC**, a permis de noter que la confection de la liste restreinte des candidats, ne tient pas compte des capacités techniques des entreprises mais uniquement de leurs capacités à préfinancer les activités programmées. En effet, les entreprises ciblées dans les DRP sont plutôt spécialisées dans le commerce de denrées, la quincaillerie etc... Sous ce rapport, ce mode de dévolution du marché, est non seulement en contradiction avec l'article 44 du CMP qui dispose que « ...tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques et financières requises pour exécuter le marché ... », mais aussi avec les principes d'économie, en ce qu'il contribue à renchérir le coût de la dépense publique ; il s'y ajoute que l'AC ne s'est pas conformée à l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP, dès attribution des DRP, les informations nécessaires à la publication d'un avis d'attribution, sur le site des marchés publics.

i) l'examen de la procédure de DRP portant **sélection d'un prestataire pour l'organisation d'un atelier de restitution des résultats de la revue interne de la passation des marchés publics**, attribuée à **S.I.C.O.R**, pour un montant de **6 519 500 F CFA**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- l'examen du cahier des charges a permis de noter que le prestataire doit également prendre en charge les personnes ressources (animateurs de l'atelier) et le remboursement du transport des participants. Cette manière de procéder est la conséquence de la systématisation d'un mode de dévolution des marchés qui consiste à recourir à des intermédiaires, évoluant dans le commerce en général et l'équipement divers et disposant de moyens financiers, pour leur attribuer lesdits marchés, au détriment des véritables spécialistes des prestations ciblées, ce qui n'est pas conforme au principe d'économie et contribue à renchérir le coût de la dépense publique ;
- nous avons noté que le tableau de comparaison des offres, fait état de l'exhaustivité et de la conformité des offres, alors que la commission n'a pas procédé à la vérification de la recevabilité des offres, en application des articles 43 et 44 du CMP, tel qu'édicte par l'article 68 du CMP. En effet avant de procéder à l'analyse et à la comparaison des offres, la commission doit procéder à l'examen préliminaire des offres, pour s'assurer de la capacité juridique et technique des candidats à exécuter le marché ;
- nous avons également noté que la publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics, n'a pas été retracée dans le dossier qui nous a été transmis. En effet, l'article 78.3.b stipule que « ... les marchés concernés donnent lieu ... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution, lorsque le montant atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre chargé des Finances ;

k) l'examen de la procédure de DRP portant sélection d'un prestataire pour **l'organisation de l'arbre de Noël**, attribuée à **ADM MULTI SERVICES**, pour un montant de **14 195 400 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- à l'examen préliminaire, nous avons constaté que le tableau portant vérification de la recevabilité des offres ne fait pas mention des pièces administratives devant être fournies par les soumissionnaires au titre des articles 43 et 44 du CMP, ce qui n'est pas conforme à l'article 68 du CMP ;
- l'examen des offres a permis de noter que tous les candidats ont coté le spectacle avec cinq personnes alors que le devis quantitatif estimatif avait mentionné la prestation de deux comédiens et deux artistes. L'analyse des offres a permis de noter de nombreuses similitudes dans la présentation des factures pro-forma laissant entrevoir une collusion entre les soumissionnaires. L'AC doit veiller à une mise en concurrence réelle des candidats, conformément à l'exigence de transparence des procédures. Il s'y ajoute que la facture pro-forma d'ADM Multiservices a subi des corrections à la main (location espace vert aménagé 900 000) et qu'en dehors des factures où les signes de collusion ont été constatés, d'autres factures corrigées ont été versées dans le dossier. Cette manière de procéder n'est pas conforme aux dispositions de l'article 69 du CMP qui proscriit toute modification des offres ou des conditions de la concurrence ; il y'a lieu de veiller au respect du principe d'intangibilité des offres.

l) l'examen de la **procédure de DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de matériels pour le restaurant du MEDD**, attribuée aux **ETS SOFINO TECH SERVICES** pour un montant de **14 000 000 F CFA TTC**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- nous avons noté qu'une lettre d'invitation mentionnant la liste restreinte des candidats, mais ne donnant aucune référence sur son signataire ou le destinataire a été versée dans le dossier. Il convient de noter que pour répondre aux exigences de transparence, le MEDD doit s'assurer de la transmission simultanée par écrit, de sollicitations d'offres auprès de cinq (5) candidats, conformément aux dispositions de l'article 78.2 du CMP ;
- nous avons également noté qu'il était requis dans le bordereau des quantités, trois (03) congélateurs et trois (03) micro-ondes. Mais il ressort du bordereau de livraison que quatre (04) congélateurs et cinq (05) micro-ondes ont été effectivement livrés. Le coût des fournitures correspond néanmoins au montant de l'attribution, laissant entrevoir une baisse des prix unitaires pour adapter le montant de l'offre initiale aux quantités livrées, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 69 du CMP, aux termes duquel les seules modifications de prix admises concernent les erreurs arithmétiques de calcul, découvertes, lors de l'examen des offres ;

## 2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) nous avons noté que le Directeur de l'Administration Générale et de l'Equipement est Président de la Commission des Marchés, Président de la Commission de Réception, Administrateur des crédits et agit comme Personne Responsable des Marchés en signant certains contrats. Il s'agit d'un cumul de fonctions contraire aux principes d'organisation et de nécessaire séparation des fonctions.
- b) nous avons noté que le Chef de la Division Logistique a participé en qualité de membre de la commission des marchés, aux différentes opérations du processus d'attribution de certains marchés, alors que son nom ne figure pas dans la décision portant nomination des membres de la commission des marchés ni en qualité de membre titulaire, ni en qualité de suppléant. En outre sa participation aux travaux de la commission aurait pu être expliquée par un éventuel rôle de représentant du service maître d'œuvre, ou d'expert domaine, qualité qu'aucun document du dossier ne permet de lui prêter. Sous ce rapport, sa participation aux processus d'attribution des marchés, n'est pas conforme à l'arrêté N°012 du 2 décembre 2012, portant désignation des membres de la commission des marchés du MEDD;
- c) les copies des convocations adressées aux membres de la commission des marchés pour les inviter à assister à la séance d'ouverture des plis (article 39 du CMP), les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres et les attestations de mainlevée de leurs garanties de soumission (article 83-3 du CMP), le support de publication de l'avis d'attribution définitive (article 85 du CMP) de **l'appel d'offres relatif à l'Acquisition de 12 véhicules et 02 motocyclettes, en 06 lots distincts et indivisibles avec deux (2) attributaires**, pour un montant global de **233 206 000 F CFA TTC**, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, entraînant une limitation à notre étude ; il y'a lieu de se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de marché.
- d) le justificatif de la transmission du PVO aux candidats, la lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre, l'attestation de mainlevée de sa garantie de soumission et le support de publication de l'avis d'attribution définitive, de **l'appel d'offres relatif à l'Acquisition de matériel informatique**, attribué à **SENEPRES**, pour un montant de **21 818 300 F CFA TTC**, n'ont pas été classés dans le dossier de marché, mis à notre disposition ;
- e) les convocations adressées aux membres de la commission des marchés pour la séance d'ouverture des plis, le justificatif de la transmission du PVO aux candidats, la lettre de notification définitive et le support de publication de l'avis d'attribution définitive, de **l'appel d'offres portant Prise en charge médicale du**



**personnel du FPE**, attribué à **SONAM ASSURANCES MUTUELLES**, pour un montant de **23 956 770 F CFA TTC**, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis;

- f) la **DRP portant Fourniture et pose de stores complémentaires au niveau des bureaux du MEDD**, attribuée à **CRISTABEL DIFFUSION**, pour un montant de **10 500 950 F CFA TTC**, est marquée par une forte carence dans le classement des documents de marché. En effet, les lettres d'invitation des candidats, les lettres de soumission, les lettres d'information des candidats non retenus et le justificatif de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, n'ont pas été classés dans le dossier, pour nous permettre de nous assurer qu'elle a été déroulée, conformément à l'article 78 du CMP et à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de **DRP**, entraînant une limitation à notre étude. La même carence dans le classement a été observée pour la **DRP portant Appui aux journées NATANGUE de la DEEC**, attribuée à **ETS OUMOU KHAÏRY MULTI-SERVICES**, pour un montant de **13 947 600 F CFA TTC** et de manière générale, pour la quasi-totalité des **DRP** ;

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci-avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

**Ibra Guèye**  
**Associé**



## SOMMAIRE

	Pages
	10
1	11
1.1	12
1.2	13
2.	17
3.	19
3.1	20
3.1.1	20
3.1.2	21
3.1.3	21
3.1.4	21
3.1.5	22
3.1.5.1	22
3.1.5.2	22
3.1.6	22
3.1.7	23
3.2	24
3.2.1	24
3.2.2	25
3.2.3	26
3.2.3.1	26
3.2.3.2	33
3.2.4	40
3.3	71
3.4	72
3.4.1	72
3.4.2	72
3.4.3	72
4.	73
5.	78
6.	81
7.	89
7.1	90
7.2	92

## Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEDD	Ministère de l’Environnement et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

# **1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

## **1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **1.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

### **1.2.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.



Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

**SECTION 2**  
**ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

## SECTION 2

### ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

**SECTION 3**  
**SYNTHESE DE LA REVUE**

### 3. SYNTHESE DE LA REVUE

#### 3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

##### 3.1.1 Présentation de l'Autorité Contractante

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable est composé de Directions, d'agences et autres services rattachés :

##### Cabinet et services rattachés

- Inspection interne ;
- Comité national du Comité inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CONACILSS).

##### Secrétariat général et services rattachés

- Cellule d'Etudes et de Planification ;
- Cellule de passation des marchés publics CPMP;
- Bureau du Courrier commun.

##### Directions

- Direction des Parcs nationaux DPN;
- Direction des Eaux, Forêts et Chasses et de la Conservations des Sols DEFCCS;
- Direction de l'Environnement et des Etablissements classés DEEC;
- Direction de la Planification et de la Veille Environnementale DPVE ;
- Direction des Financements Verts et des Partenariats DFVP ;
- Direction des Aires Marines Communautaires Protégées DAMCP ;
- Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement DAGE.

##### Autres administrations

- Centre national de Formation des Techniciens des Eaux et Forêts, Chasses et Parcs Nationaux (CNFTEFCPN) ;
- Centre de Suivi Écologique (CSE) ;
- Centre d'Education et de Formation Environnementales (CEFE) ;

- Station Piscicole de Richard Toll ;
- Agence Nationale de l'Aquaculture ANA
- Agence Grande Muraille Verte ANG MV ;
- Agence Nationale des Eco-villages ANEV ;
- Autorité Nationale de Biosécurité ;
- Comité National du CILSS CONACILSS ;
- Conseil Supérieur des Ressources Naturelles et de l'Environnement CONSERE
- Secrétariat Intérimaire du volet environnement du NEPAD SINEPAD

### **3.1.2 Commission des marchés**

La Commission des Marchés (CM) du MEDD, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par Décision N° 27.12.2012012913/MEDD du 27 décembre 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 2 de l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commission des Marchés, la Commission des Marchés doit être constituée au plus tard le 5 janvier pour chaque exercice.

Les décisions de nomination des membres de la commission des marchés du MEDD, ainsi que celle de la Cellule de Passation des Marchés ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP. .

### **3.1.3 Cellule de Passation des Marchés**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par Décision N° 27.12.2012012912/MEDD du 27 décembre 2012 en application de l'arrêté 11 586 du 28 décembre 2008 modifié par l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP. Mais elle n'a pas accompli toutes les tâches qui lui sont dévolues notamment celle relative à la transmission des données relatives aux marchés attribués suite aux procédures de DRP comme le recommande l'article 78-3-B du CMP et à la production du rapport annuel.

### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

La Cellule de Passation des Marchés du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable doit préparer un rapport annuel sur la passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 143 du CMP. Aux termes de cet article, il lui est fait obligation de préparer et déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés

passés par entente directe. La Cellule de Passation des Marchés s'est limitée à produire un état récapitulatif des marchés passés par les différents administrateurs de crédits du MEDD; cet état d'exécution du plan de passation des marchés répond certes aux préoccupations de la DCMP qui doit assurer la collecte et la consolidation des données relatives aux marchés passés mais reste à notre avis insuffisant pour répondre au contenu d'un rapport qui doit constituer un outil de gestion des marchés pour la Personne Responsable des Marchés. A notre avis, le rapport annuel à élaborer doit être mieux structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

### **3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés**

#### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 31 janvier 2013. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### **3.1.6 Archivage des dossiers**

L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion. Nous avons dans le cadre de nos travaux, vérifié sur l'ensemble du processus de passation si le système de codification, d'archivage et de classement des documents liés à la passation des marchés préconisé par l'ARMP dans son manuel de classement et d'archivage des documents de marché est respecté par la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Nos travaux nous ont permis de noter de nombreuses déficiences dans le classement comme l'attestent les limitations évoqués en opinion. Ces manquements s'établissent comme suit :



- les copies des convocations adressées aux membres de la commission des marchés pour les inviter à assister à la séance d'ouverture des plis (article 39 du CMP), les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres et les attestations de mainlevée de leurs garanties de soumission (article 83-3 du CMP), le support de publication de l'avis d'attribution définitive (article 85 du CMP) de l'appel d'offres relatif à l'Acquisition de 12 véhicules et 02 motocyclettes, en 06 lots distincts et indivisibles avec deux (2) attributaires, pour un montant global de 233 206 000 F CFA TTC, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, entraînant une limitation à notre étude ; il y'a lieu de se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de marché.
- le justificatif de la transmission du PVO aux candidats, la lettre d'information du candidat non retenu du rejet de son offre, l'attestation de mainlevée de sa garantie de soumission et le support de publication de l'avis d'attribution définitive, de l'appel d'offres relatif à l'Acquisition de matériel informatique, attribué à SENEPRES, pour un montant de 21 818 300 F CFA TTC, n'ont pas été classés dans le dossier de marché mis à notre disposition ;
- les convocations adressées aux membres de la commission des marchés pour la séance d'ouverture des plis, le justificatif de la transmission du PVO aux candidats, la lettre de notification définitive et le support de publication de l'avis d'attribution définitive, de l'appel d'offres portant Prise en charge médicale du personnel du FPE, attribué à SONAM ASSURANCES MUTUELLES, pour un montant de 23 956 770 F CFA TTC, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis;
- la DRP portant Fourniture et pose de stores complémentaires au niveau des bureaux du MEDD, attribuée à CRISTABEL DIFFUSION, pour un montant de 10 500 950 F CFA TTC, est marquée par une forte carence dans le classement des documents de marché. En effet, les lettres d'invitation des candidats, les lettres de soumission, les lettres d'information des candidats non retenus et le justificatif de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, n'ont pas été classés dans le dossier pour nous permettre de nous assurer qu'elle a été déroulée, conformément à l'article 78 du CMP et à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, entraînant une limitation à notre étude . La même carence dans le classement a été observée pour la DRP portant Appui aux journées NATANGUE de la DEEC, attribuée à ETS OUMOU KHAÏRY MULTI-SERVICES, pour un montant de 13 947 600 F CFA TTC et de manière générale, pour la quasi-totalité des DRP ;

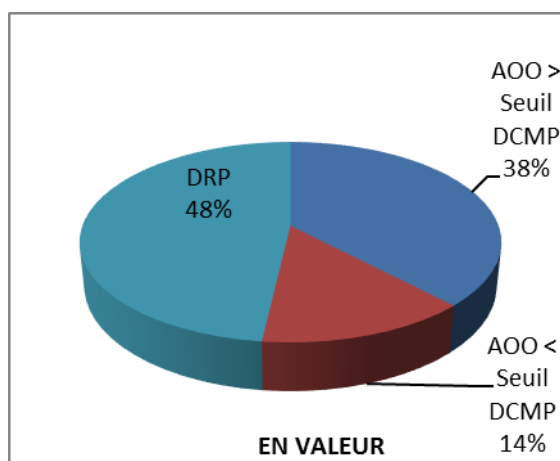
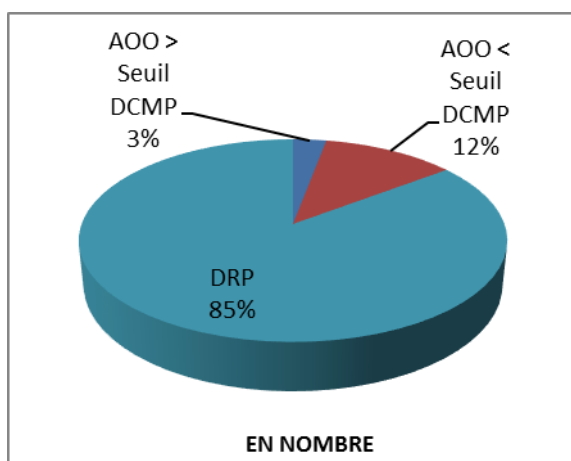
### 3.1.7 Autres

### 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

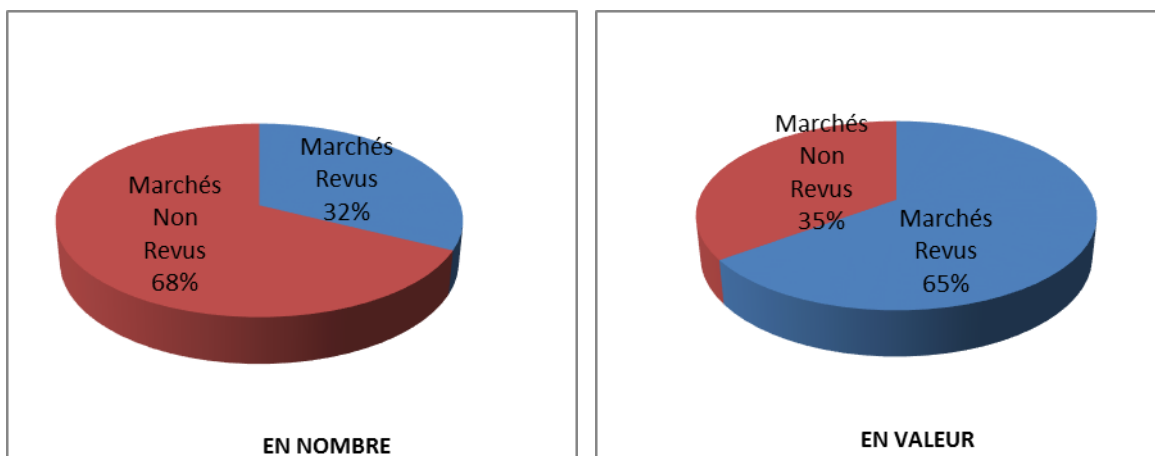
#### 3.2.1 Échantillon

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

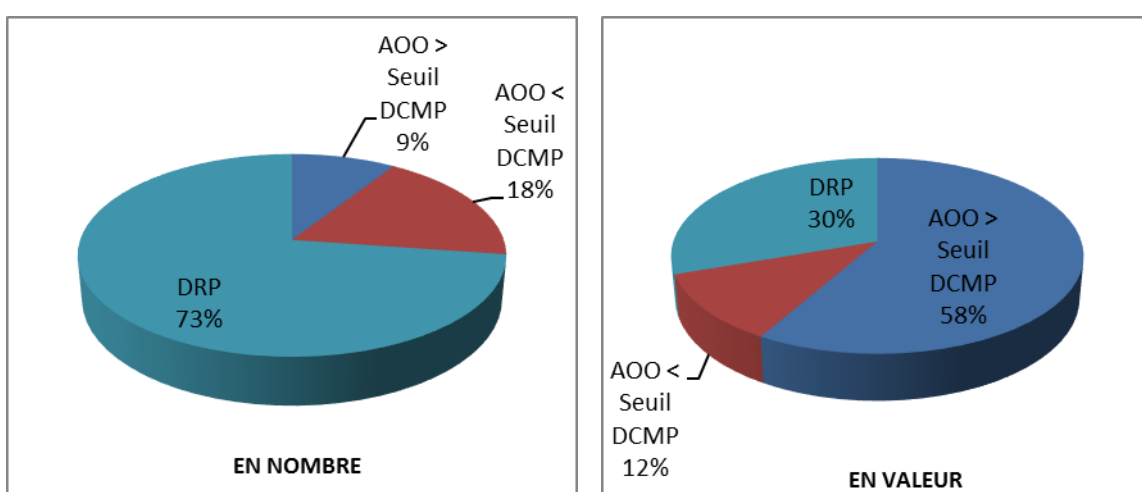
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP	1	234 006 000	1	234 006 000	100,00%	100,00%
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	4	86 511 112	2	45 775 070	50,00%	52,91%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	29	297 767 819	8	121 610 322	27,59%	40,84%
Demande de Cotation (DC)						
Entente directe (ED)						
Avenant						
<b>TOTAL</b>	<b>34</b>	<b>618 284 931</b>	<b>11</b>	<b>401 391 392</b>	<b>32,35%</b>	<b>64,92%</b>



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables au MEDD

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du MEDD sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHÈSE DES SEUILS APPLICABLES AU MEDD EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil contrôle DCMP DAC	Seuil de contrôle sur Rapport d'évaluation	Seuil contrôle DCMP Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥60	≥35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥30	≥25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥35

### 3.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert

#### 3.2.3.1 Marchés > Seuil DCMP

<b>AO N° DAGE/2013/01/F ACQUISITION DE 12 VEHICULES ET DE 02 MOTOCYCLETTES EN SIX (06) LOTS DISTINCTS ET INDIVISIBLES</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	Non transmis
<b>Date de publication de l'AO</b>	16 mai 2013
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	17 juin 2013 à 10h
<b>Délai de préparation des offres</b>	32 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	17 juin 2013 à 10h
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Non spécifiée
<b>Date d'attribution</b>	04 juillet 2013.
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	Non transmis
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	14 octobre 2013 pour les lots 1 et 4.
<b>Date de demande d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	25 juillet 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	29 juillet 2013 par lettre n°004166/MEF/DCMP/DCV/40.
<b>Date de publication de l'avis d'attribution provisoire</b>	02 août 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP</b>	Non transmis L'examen juridique et technique est requis au regard du

sur le projet de contrat	montant auquel le marché a été attribué (voir arrêté 12 782 du 26 décembre 2012 en application de l’article 140 b) du CMP.											
Date de souscription	Pour le Lot 1 : 19 aout 2013											
Date de signature												
Date d’approbation	Pour le Lot 1 : 07 novembre 2013											
Date d’immatriculation	11 novembre 2013											
Date de notification du marché	Non transmis											
Date d’enregistrement du contrat	-											
Date de publication de l’avis d’attribution définitive	Non transmis											
Délai d’exécution	-											
Garantie de soumission	Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d’un montant de :  600 000 F CFA pour le lot 1  900 000 F CFA pour le lot 2  800 000 F CFA pour le lot 3  350 000 F CFA pour le lot 4  850 000 F CFA pour le lot 5  450 000 F CFA pour le lot 6											
Attributaires	Deux attributaires : <table><tr><td>ACQUISITION</td><td>ATTRIBUTAIRE</td></tr><tr><td>Lot 1</td><td>EMG</td></tr><tr><td>Lot 2</td><td rowspan="5">CFAO MOTORS SENEGAL</td></tr><tr><td>Lot 3</td></tr><tr><td>Lot 4</td></tr><tr><td>Lot 5</td></tr><tr><td>Lot 6</td></tr></table>		ACQUISITION	ATTRIBUTAIRE	Lot 1	EMG	Lot 2	CFAO MOTORS SENEGAL	Lot 3	Lot 4	Lot 5	Lot 6
ACQUISITION	ATTRIBUTAIRE											
Lot 1	EMG											
Lot 2	CFAO MOTORS SENEGAL											
Lot 3												
Lot 4												
Lot 5												
Lot 6												
Montant du marché en TTC	<table><tr><td>ACQUISITION</td><td>MONTANT</td></tr><tr><td>Lot 1</td><td>34 800 000</td></tr></table>		ACQUISITION	MONTANT	Lot 1	34 800 000						
ACQUISITION	MONTANT											
Lot 1	34 800 000											

	<table><tr><td>Lot 2</td><td>87 822 000</td></tr><tr><td>Lot 3</td><td>34 240 000</td></tr><tr><td>Lot 4</td><td>22 194 000</td></tr><tr><td>Lot 5</td><td>51 970 000</td></tr><tr><td>Lot 6</td><td>2 980 000</td></tr></table>	Lot 2	87 822 000	Lot 3	34 240 000	Lot 4	22 194 000	Lot 5	51 970 000	Lot 6	2 980 000	
Lot 2	87 822 000											
Lot 3	34 240 000											
Lot 4	22 194 000											
Lot 5	51 970 000											
Lot 6	2 980 000											
AON de la DCMP	29 juillet 2013											
Notification et publicité de l'attribution provisoire	Les lettres de notification de l'attribution ne sont pas classées dans le dossier de marché.  La publication a été faite dans le journal l'AS du 02 août 2013											
Publicité de l'attribution définitive  Notification de l'attribution définitive	L'avis d'attribution définitive n'est pas classé dans le dossier de marché.											
Non conformités	<p>Un additif au DAO a été transmis à trois potentiels soumissionnaires sur les quatre candidats ayant retiré le DAO. Ce faisant, l'autorité contractante viole le principe d'égalité de traitement des candidats tel que stipulé à l'article 2 des dispositions générales de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA, portant procédure de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;</p> <p>L'examen des pièces justificatives nous a permis de constater que l'avis de non-objection de la DCMP sur le DAO n'a pas été transmis, alors qu'au regard du montant global du DCMP, le contrôle préalable de la DCMP, tel que stipulé par l'article 140 du CMP était requis.</p> <p>La convocation des membres de la commission n'a pas été jointe au dossier alors qu'il s'agit d'une exigence de l'article 39 du CMP.</p> <p>Le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas les copies des lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres et les attestations de mainlevée des garanties de soumission ; il y'a lieu de se conformer aux prescrits de l'article 83.3 du CMP et de classer les documents concernés dans le dossier de marché conformément aux instructions de l'ARMP en</p>											

	<p>matière de classement et d'archivage des pièces de marché.</p> <p>Le support de publication de l'avis d'attribution définitive ne nous a pas été transmis alors que conformément aux de l'article 85 in fine du CMP, ledit avis doit être publié dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 39 relatif à la convocation des membres de la commission ;</p> <p>Veiller à respecter les dispositions de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumissions ;</p> <p>Respecter les dispositions de l'article 85 du CMP relatif à la notification et à la publication de l'avis d'attribution définitive ;</p> <p>Respecter les dispositions de l'article 140 du CMP relatif à l'avis de non objection sur le DAO ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur l'additif, SICAS n'avait pas retiré le dossier d'appel d'offre au moment où l'autorité contractante adressait un additif. Cela explique le fait de ne pas l'avoir envoyé à SICAS qui a retiré un DAO déjà modifié.</li> <li>- L'avis de non objection a bien été délivré par la DCMP. A défaut elle n'aurait pas validé la suite de la procédure en procédant aux différents contrôles.</li> <li>- Sur le délai accordé aux soumissionnaires : c'est exactement ce que fait l'autorité. Elle n'a jamais rejeté une offre pour non-respect de ce délai. Il y a juste que pour assurer la célérité voulue dans la passation, l'autorité invite les soumissionnaires à se mettre en règle avant le délai de 7 à 15 jours durant lequel l'évaluation doit se faire.</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant les garanties de soumission : la main levée est régulièrement délivrée. Il y a juste que la copie déchargée par le soumissionnaire est classée dans le courrier départ de la DAGE et le chrono de la CPM.</li> <li>- Sur l'archivage, le MEDD est conscient des efforts à réaliser. Cela explique l'initiative prise de recruter un archiviste professionnelle qui a permis d'améliorer la pratique en la matière conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.</li> <li>- Sur la convocation des membres de la commission des marchés : ces derniers sont régulièrement convoqués et le délai de cinq jours toujours respecté. Copies de ces convocation sont disponible dans le chrono courrier arrivée de la CPM.</li> <li>- La preuve de la réception du PV d'ouverture des plis le jour même de la séance est matérialisée par une décharge des soumissionnaires présents dans le registre des marchés tenu par la CPM.</li> </ul> <p>Pour ce qui est la publication de l'avis d'attribution définitive, le MEDD prend acte.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur l'additif, non transmis à SICAS, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Puisque SICAS avait retiré un DAO déjà modifié, nous retirons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul>

	<p>Mais ledit avis n'a pas été transmis et nous maintenons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur le délai accordé aux soumissionnaires, nous prenons acte de vos commentaires et nous retirons nos observations.</li> <li>- Concernant les garanties de soumission, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur l'archivage, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons à œuvrer davantage dans ce sens..</li> <li>- Sur la convocation des membres de la commission des marchés, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Cependant, les copies de ces convocations devaient être disponibles dans le dossier de passation et non dans le chrono courrier arrivée de la CPM.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur la preuve de la réception du PV d'ouverture des plis par les soumissionnaires présents, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul>
--	---

	<p>Mais le registre des marchés tenu par la CPM, n'a pas été mis à notre disposition et nous maintenons nos observations.</p> <p>- - Pour ce qui est la publication de l'avis d'attribution définitive, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations.</p>
--	---

### 3.2.3.2 Marchés < Seuil DCMP

<b>AO N° DAGE/2012/09/F</b> <b>ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE</b>	
<b>Date de transmission du DAO N°</b>	N/A
<b>Date de publication de l'AO</b>	25 mars 2012
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	24 avril 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	30 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	24 avril 2012
<b>Date de l'évaluation technique</b>	02 mai 2012
<b>Date d'attribution</b>	03 mai 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	N/A
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	-
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	17 aout 2012
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	22 août 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	Non transmis
<b>Date de souscription</b>	10 septembre 2012
<b>Date d'approbation</b>	12 novembre 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	13 mars 2013
<b>Date de notification</b>	10 septembre 2012
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	22 mars 2013
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	Non transmis
<b>Délai d'exécution</b>	15 jours

<b>Garantie de soumission</b>	500 000 F CFA
<b>Attributaire</b>	SENEPRES
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	21 818 300
<b>Notification et publicité de l'attribution provisoire</b>	<p>Les copies des lettres de notification de l'attribution provisoire ne sont pas classées dans le dossier de marché.</p> <p>La publication a été faite dans le journal l'AS du 22 août 2012</p>
<b>Publicité de l'attribution définitive</b> <b>Notification de l'attribution définitive</b>	Les copies des lettres de notification de l'attribution définitive ne sont pas classées dans le dossier de marché.
<b>Non conformités</b>	<p>Les copies des convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés pour les inviter à participer à la séance d'ouverture des plis ne sont pas classées dans le dossier de marché. Il s'agit d'une exigence de l'article 39 du CMP, à laquelle il faut se conformer.</p> <p>Il n'est pas indiqué dans le PV d'attribution si les pièces manquantes (attestation IPRES et attestation de capacité financière) à l'ouverture des plis avaient été finalement remises par TOURE EQUIPEMENT ou non. Le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes à l'ouverture des offres doit être formalisé dans le procès-verbal d'attribution.</p> <p>Le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas les copies des lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres et les attestations de mainlevée des garanties de soumission ; il y a lieu de se conformer aux prescrits de l'article 83.3 du CMP et de classer les documents concernés dans le dossier de marché conformément aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des pièces de marché.</p> <p>Le support de publication de l'avis d'attribution définitive ne nous a pas été transmis. Il s'agit d'une exigence de l'article 85 du CMP.</p> <p>Nous avons noté que la garantie de bonne exécution a été constituée le 10 juin 2013 pour un marché qui aurait été notifié le 10 septembre 2012, au regard des éléments du dossier de marché. Nonobstant le</p>

	<p>manquement au respect des dispositions de l'article 114 du CMP, il y'a lieu de signaler que la procédure enclenchée depuis le 25 mars 2012, date de publication de l'avis d'appel d'offres a trainé en longueur et s'est poursuivie jusqu'en 2013 (immatriculation 13 mars 2013 ; livraison des fournitures le 25avril 2013). La procédure a été déroulée sur une période de treize mois.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du CMP relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture aux candidats ou à leur représentant ;</p> <p>Veiller à respecter les dispositions de l'article 83.3 du CMP relatif à la restitution des garanties de soumissions ;</p> <p>Respecter les dispositions de l'article 85 du CMP relatif à la notification et à la publication de l'avis d'attribution définitive ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 114 du CMP ;</p> <p>Veiller à la célérité dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour ce marché, c'est la notification de l'attribution provisoire qui est intervenu en septembre 2012. Le marché lui-même n'a été notifié qu'en 2013, après son immatriculation. Sur la longueur de la procédure, il faut noter que des difficultés de mobilisation des crédits ( en effet , une différence dans l'interprétation des textes entre l'administrateur des crédits et le Contrôleur des Opérations financières délégué auprès du MEDD de l'époque sur le regroupement des dépenses de même nature et le paiement par imputation multiple) nous ont amené à suspendre la procédure en septembre 2012 pour la reprendre en 2013 après capitalisation des étapes déjà bouclées.</li> <li>- Pour ce qui est de l'avis de non objection, du délai accordé aux soumissionnaires, des garanties de sou mission, l'archivage, de la convocation des membres de la commission des marchés, de la transmission des PV d'ouverture des plis et de la publication de l'avis d'attribution définitive, nos commentaires sont les mêmes que celles faites précédemment.</li> </ul>
<b>Appréciation du</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur la durée de la procédure, nous prenons acte de vos</li> </ul>

<b>Consultant</b>	<p>commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur l'avis de non objection, le délai accordé aux soumissionnaires, des garanties de sou mission, l'archivage, la convocation des membres de la commission des marchés, la transmission des PV d'ouverture des plis et la publication de l'avis d'attribution définitive, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous formulons les mêmes appréciations ci-avant données, sur ces points.</p>
-------------------	--



**AO N° DAGE/2012/023/S**  
**PRISE EN CHARGE MEDICALE DU PERSONNEL DU FPE**

<b>Date de transmission du DAO N°</b>	N/A
<b>Date de publication de l'AO</b>	10 – 11 mars 2012
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	11 avril 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	11 avril 2012
<b>Date de l'évaluation technique</b>	24 avril 2012
<b>Date d'attribution</b>	26 avril 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	N/A
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	10 aout 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution</b>	17 juillet 2012
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	13 juillet 2012
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	N/A
<b>Date de souscription</b>	30 juillet 2012
<b>Date d'approbation</b>	24 août 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	11 septembre 2012
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	04 décembre 2012
<b>Délai d'exécution</b>	12 mois

<b>Garantie de soumission</b>	400 000 F CFA
<b>Attributaire</b>	SONAM ASSURANCES MUTUELLES
<b>Montant du marché en TTC</b>	23 956 770 F CFA TTC
<b>ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation et l'attribution provisoire</b>	10 juillet 2012,
<b>Notification et publicité de l'attribution provisoire</b>	L'avis d'attribution provisoire a été publié dans « DIRECT INFO » du 13 juillet 2011.
<b>Publicité de l'attribution définitive</b> <b>Notification de l'attribution définitive</b>	L'attribution définitive a été publiée dans le journal « DIRECT INFO » du 04 décembre 2011.
<b>Non conformités</b>	<p>Les copies des convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés, pour les inviter à participer à la séance d'ouverture des plis, ne sont pas classées dans le dossier de marché. Il s'agit d'une exigence de l'article 39 du CMP, à laquelle il faut se conformer.</p> <p>Les justificatifs de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne sont pas classés dans le dossier de marché ; il y'a lieu de se conformer aux prescrits de l'article 67.4 du CMP et de classer les justificatifs dans le dossier de marché.</p> <p>L'avis d'attribution définitive qui a été établi et publié en conformité avec l'art 85.2 du CMP, ne figure pas dans le dossier et c'est la fiche d'immatriculation du marché qui nous renseigne sur la date de notification du marché.</p> <p>Concernant l'exécution du marché, le Certificat Administratif attestant que le service objet du marché a été fait, n'a pas été classé dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Respecter les dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67.4 relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture aux soumissionnaires présents ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 85.2 relatif à la notification d'attribution définitive ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et</p>

	diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pour ce qui est de l'archivage, de la convocation des membres de la commission des marchés, de la transmission des PV d'ouverture des plis et de la publication de l'avis d'attribution définitive, nos commentaires sont les mêmes que celles faites précédemment.
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Pour ce qui est de l'archivage, de la convocation des membres de la commission des marchés, de la transmission des PV d'ouverture des plis et de la publication de l'avis d'attribution définitive, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous formulons les mêmes appréciations ci-avant données, sur ces points.</p>

### 3.2.4 Marchés conclus par DRP

<b>DRP N° FOURNITURE ET POSE DE STORES COMPLEMENTAIRES AU NIVEAU DES BUREAUX DU MEDD</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	07 août 2013
<b>Date de dépôt des offres</b>	22 août 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Date d'attribution</b>	05 septembre 2013
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	12 décembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	15 jours à compter de la date de notification de l'attribution
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (05) : ASARO ; PAS IMPORT EXPORT ; CRISTABEL DIFFUSION ; MOSAÏQUE ; DABAKH SERVICES
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (05) : ASARO ; PAS IMPORT EXPORT ; CRISTABEL DIFFUSION ; MOSAÏQUE ; DABAKH SERVICES
<b>Attributaire</b>	<b>CRISTABEL DIFFUSION</b>
<b>Montant en F CFA TTC</b>	<b>10 500 950</b>
<b>Cahier des charges</b>	-
<b>Invitation des candidats</b>	Non transmise
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	Non transmise

<b>Notification de l'attribution définitive</b>	Non transmise
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres de soumission qui permettent aux candidats de présenter leurs offres, ne sont pas jointes au dossier.</p> <p>Les lettres d'invitation des candidats ne sont pas classées dans le dossier de marché, les lettres de rejet des candidats non retenus, non plus.</p> <p>Le justificatif de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, conformément à l'article 78.3.b du CMP, n'est pas classé dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au suivi formalisé de la transmission des pièces administratives ;</p> <p>Veiller au classement des lettres d'invitation et des lettres de rejet aux candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP, sur la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La notification de l'attribution provisoire est transmise à tous les candidats qui comprennent ainsi que leur offre n'est pas retenue.</li> <li>- La lettre de soumission a toujours accompagné l'offre des soumissionnaires, notamment celle de l'attributaire.</li> </ul> <p>Les insuffisances notées dans l'archivage sont pris en charge comme indiqué précédemment.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur l'information des candidats non retenus, la lettre de soumission et les insuffisances notées, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations.</li> </ul>

<b>DRP N° APPUI AUX JOURNEES NATANGUE DE LA DEEC</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	15 mai 2013
<b>Date de dépôt des offres</b>	30 mai 2013 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Date d'attribution</b>	30 mai 2013
<b>Date de notification d'attribution</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	03 septembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	30 jours à partir de la sortie du titre de créance
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (05) : ETS EL ASSANE FALL SADIARAW ; E.S.E.S ; ETS OUMOU KHAÏRY MULTI-SERVICES ; GIE TAKKU LIGUEYE ; GIE DJIGUISO MULTISERVICES
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (05) : ETS EL ASSANE FALL SADIARAW ; E.S.E.S ; ETS OUMOU KHAÏRY MULTI-SERVICES ; GIE TAKKU LIGUEYE ; GIE DJIGUISO MULTISERVICES
<b>Attributaire</b>	<b>ETS OUMOU KHAÏRY MULTI-SERVICES</b>
<b>Montant en F CFA TTC</b>	<b>13 947 600</b>
<b>Cahier des charges</b>	-
<b>Invitation des candidats</b>	Non transmise
<b>Notification de l'attribution provisoire</b>	Non transmise
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	Non transmise
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation portent le même numéro, ce qui est contraire aux normes de gestion du courrier. L'attribution d'un même numéro pour une lettre de saisine ne se conçoit que lorsqu'il est annexé à cette lettre, une liste de destinataire qui est cochée individuellement pour chacun des attributaires listées.</p> <p>Les lettres de soumission qui permettent aux candidats de présenter des</p>

	<p>offres, ne sont pas jointes au dossier.</p> <p>La commission des marchés a procédé à l'ouverture et après vérification, elle a attribué au moins disant. De ce fait un seul document confond les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution. La vérification de la recevabilité des offres des candidats, en application des articles 43 et 44 du CMP, n'a pas été formalisée par la commission, en violation de l'article 68 du CMP.</p> <p>Les lettres de rejet des candidats non retenus ne sont pas jointes au dossier. L'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres est une formalité essentielle d'achèvement de la procédure, en ce qu'elle permet à ceux-ci de pouvoir exercer leurs droits de recours éventuels. Et c'est une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP et de l'article 78.2 du CMP. Le justificatif de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, conformément à l'article 78.3.b du CMP, n'est pas classé dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 68 du CMP, sur le suivi formalisé de la transmission des pièces administratives ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 78.2 du CMP, sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP, sur la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour la lettre d'invitation, il s'agit d'une seule et même lettre adressée à tous les candidats de la liste restreinte au même moment. Cela explique qu'ils aient le même numéro et soient de la même à la date.</li> <li>- Sur les autres non conformités, nos commentaires restent les mêmes que celles faites précédemment.</li> </ul>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour la lettre d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les autres non conformités, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.</li> </ul>

<b>DRP : ACQUISITION DE MATERIELS DE JARDINAGE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	03 octobre 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	18 octobre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	15 jours
<b>Date d'attribution</b>	18 octobre 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	<p>Afrique Entreprises et jardins..... F CFA TTC 14 614 182</p> <p>NIANA Entreprise.....F CFA TTC 14 857 752</p> <p>SENEPREST..... F CFA TTC 14 938 942</p> <p>GECOTRAP.....F CFA TTC 14 776 562</p> <p>GIE LE Sahel.....F CFA TTC 14 652 650</p>
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05
<b>Attributaire</b>	<b>AFRIQUE ENTREPRISE ET JARDINS</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>14 614 182</b>
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	Néant.
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'information aux candidats dont les offres n'ont pas été retenues, ne sont pas classées dans le dossier de passation des marchés.</p> <p>Par ailleurs, l'examen des offres a permis de relever des signes de collusion entre les acteurs et notamment entre l'attributaire Afrique Entreprise et Jardins et les soumissionnaires SENEPREST, le GIE LE SAHEL, GECOTRAP et NIANA ENTREPRISES.</p> <p>Le justificatif de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, conformément à l'article 78.3.b du CMP, n'est pas classé dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	Bannir toute pratique collusive tendant à biaiser la



	<p>concurrence ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP, sur la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les signes de collusion annoncés ne sont nullement du fait de l'autorité contractante, qui si elle les avait constatées, n'aurait pas retenu les offres des candidats incriminés.</li> <li>- La date sur le bordereau de livraison peut être différente de celle sur le PV de réception sans qu'il n'y ait incohérence. Il y a juste que ces deux documents ne sont produits le même jour et par les mêmes entités : le BL , par le fournisseur, le PV de réception par l'autorité contractante et le COF.</li> <li>- Sur les autres non conformités, nos commentaires restent les mêmes que celles faites précédemment.</li> </ul>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les signes de collusion annoncés, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Mais nous maintenons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur l'incohérence entre la date du bordereau de livraison et celle du PV de réception, nous prenons acte de vos commentaires et nous retirons nos observations.</li> <li>- Sur les autres non conformités, nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment.</li> </ul>

<b>DRP POSE DE SIGNALÉTIQUES AU SIÈGE DU MEDD</b>	
<b>Date de publication de la DRP</b>	Aucune lettre de saisine ne figure au dossier de passation
<b>Date d'ouverture des plis</b>	15 novembre 2013 à 10 heures 30mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	15 novembre 2013
<b>offres reçues</b>	Imprimerie Horizons sarl.....FCFATTC 23 458 400 Ajazo.....FCFATTC 25 912 800 Graphik Solutions.....FCFATTC 23 370 000 Imprimerie du Carrefour.....FCFATTC 28 697 600 GieAlhamdulilah.....FCFATTC 26 821 400
<b>Attributaire</b>	<b>GRAPHIK SOLUTIONS</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>23 370 000</b>
<b>Exécution</b>	Lettre de marché en date du 12/12/2013-Graphic Solutions dûment enregistrée au niveau des services fiscaux Procès-verbal de réception technique non daté et sans référence. Titre de certification et titre de créance Disponibilité des fonds
<b>Non conformités</b>	Aucune lettre de saisine prouvant que les candidats ont été invités, conformément à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, ne figure au dossier de passation.  Les lettres d'information des candidats non retenus, requises au titre de l'article 78.2 du CMP ne sont pas jointes au dossier.  Le justificatif de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, conformément à l'article 78.3.b du CMP, n'est pas classé dans le dossier.
<b>Recommandations</b>	Veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de marché (PV de réception) ;  Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;

	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP, sur la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	- Les mêmes que précédemment
<b>Appréciation du Consultant</b>	- Nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.

<p align="center"><b>DRP TRAVAUX DIVERS :</b>  <b>LOT 1 : DEPANNAGE ONDULEUR- RENFORCEMENT DES CORDONS</b>  <b>LOT 2 : AMENAGEMENT SALLE D’ATTENTE –PAVAGE-BALISAGE PARKING</b>  <b>EXTERIEUR</b></p>	
<b>Date de publication de la DRP</b>	03 Octobre 2013
<b>Date limite de dépôt des offres et d’ouverture des offres</b>	18 Octobre 2013 – 10 Heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	15 jours
<b>Délai d’exécution</b>	30 jours
	EPSC.....FCFATTC 24 050 642 GIE Aminata NDIAYE.....FCFATTC 24 566 125 GENERAL BUSINESS..... FCFATTC 23 940 725 EGBTP..... FCFATTC 21 829 410 ESPRESEM..... FCFATTC 23 539 879
<b>Délai de validité des offres</b>	15 jours après l’ouverture des plis
<b>Attributaire</b>	<b>E.G.B.T.P</b>
<b>Date d’attribution</b>	18 Octobre 2013
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>21 829 410</b>
<b>Date des lettres d’information aux candidats non retenus</b>	NEANT
<b>Date de signature de la lettre de marché</b>	28 octobre 2013
<b>Date d’enregistrement du contrat</b>	25 Novembre 2013
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d’information adressées aux candidats non retenus requises par l’article 78.2 du CMP, ne sont pas attachées au dossier.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de clauses relatives aux pénalités de retard, en violation de l’article 13.7 du CMP, sur la mention obligatoire</p>

	d'une telle clause.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les clauses de pénalités de retard sont mentionnés dans le dossier type du cahier de charges qui est partie intégrante du contrat –lettre de marché).</li> <li>- Pour le reste, mêmes commentaires que précédemment.</li> </ul>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les clauses de pénalités de retard, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Cependant, l'article 13 du CMP, énumère les mentions obligatoires du contrat et nous maintenons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le reste, nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.</li> </ul>

<b>DRP : Atelier de formation des agents sur l'utilisation et les fonctionnalités de la téléphonie IP</b>	
<b>Date de publication de la DRP</b>	23 septembre 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	07 Octobre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Offres</b>	Laye laye entreprise.....FCFATTC 17 110 000 SBC .....FCFA TTC 18 290 000 Touba Niakhal keur Moustaf .....FCFA TTC 16 201 400 G.S.C. Sarl..... FCFA TTC 14 809 000 Universal Services SARL.....FCFATTC 18 290 000
<b>Date d'attribution</b>	07 octobre 2013
<b>Attributaire</b>	<b>G.S.G SARL</b>
<b>Montant du marché FCFATTC</b>	<b>14 809 000 FCFA TTC</b>
<b>Date de la lettre de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	NEANT
<b>Date de signature du contrat</b>	15 novembre 2013
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	18 novembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	5 jours
<b>Exécution</b>	Certificat administratif daté du 10/12/2013 Exécution financière : BE n° 13-907744 montant :14809000 FCF Disponibilité des crédits
<b>Non conformités</b>	Mise à part l'existence d'un certificat administratif attestant de la matérialité de l'organisation de la formation en téléphonie, aucun support matériel n'est contenu dans le dossier du marché (lieu précis d'organisation de la formation, le cahier des charges, la documentation, la liste des participants et leur émargement, etc...). Aucun de ses aspects n'a été retenu pour documenter cette DRP et permettre de juger de la matérialité de la prestation annoncée.

	<p>L'AC, pour des raisons de transparence et d'efficacité de la dépense publique aurait dû s'adresser à des professionnels en matière d'évènementiel en lieu et place de structures non adaptées à ce type d'organisation et dont le mode de sélection des soumissionnaires, ne tient aucunement compte de la capacité de ceux-ci à exécuter le marché. En effet, les entreprises ciblées dans la présente DRP sont plutôt spécialisées dans le commerce de denrées, la quincaillerie etc..., en contradiction avec l'article 44 du CMP qui dispose que « ...tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques et financières requises pour exécuter le marché ...», mais aussi avec les principes d'économie, en ce qu'il contribue à renchérir le coût de la dépense publique.</p> <p>Par ailleurs, les lettres d'information aux soumissionnaires dont les offres n'ont pas été retenues, ne sont pas classées dans le dossier de passation, alors que cette formalité est une exigence de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/C.AB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Le justificatif de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, conformément à l'article 78.3.b du CMP, n'est pas classé dans le dossier.</p>
	<p>Veiller à une application rigoureuse de la procédure de DRP en conformité avec l'article 78 du CMP et la circulaire N°004/PM/C.AB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect du principe d'économie dans les marchés publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP, sur les capacités juridiques, techniques et financières des candidats ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les entreprises consultées ont toute une raison sociale qui préjuge de leur capacité à procéder à l'organisation matérielle de la DRP en question. Pour ce qui est des personnes ressources, elles sont choisies par l'autorité contractante et seule leur prise en charge est confiée au</li> </ul>

	<p>prestataire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le reste, mêmes commentaires que précédemment</li> </ul>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les entreprises consultées, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le reste, nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.</li> </ul>



<b>DRP relative Atelier de formation en marchés publics au profit des agents du MEDD</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	21 octobre 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	29 octobre 2013 – 10.H.30
<b>Délai de préparation des offres</b>	8 jours
<b>Date d'attribution</b>	20 octobre 2013
<b>Nombre d'offres reçues</b>	ISSA AFRIQUE SARL.....FCFA TTC 14 986 000 S.I.C.O.R.....FCFA TTC 14 160 000 S.N.S.....FCFA TTC 16 136 500 M.D.I.....FCFA TTC 15 546 500 ALY MULTISERVICES.....FCFA TTC 15 104 000
<b>Attributaire</b>	<b>S.I.C.O.R</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>14 160 000 FCFA TTC</b>
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	La lettre de notification d'attribution et celle d'information des candidats non retenus n'ont pas été dressées.
<b>Exécution</b>	Lettre de marché datée du 09 décembre 2013 Disponibilité des crédits BE n° 13-917072 –Titre de certification-titre de créance
<b>Non conformités</b>	Les mêmes non conformités que celles ci-avant relevées, ont été également observées quant au mode de dévolution de ce type de marché, consistant à sélectionner des prestataires évoluant dans la quincaillerie, les travaux et le commerce général, ayant uniquement une surface financière qui leur permet de préfinancer des opérations pour lesquelles, elles n'ont pas été constituées, en contradiction avec les principes d'économie, en ce qu'il

	contribue à renchérir le coût de la dépense publique.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à une application rigoureuse de la procédure de DRP, en conformité avec l'article 78 du CMP ;</p> <p>Veiller à s'assurer de la capacité juridique et technique des candidats, à exécuter le marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	mêmes commentaires que précédemment
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.

<b>DRP – DAGE</b> <b>Organisation atelier de restitution des résultats de la revue interne de la passation des marchés publics</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Le 08 octobre 2013 par lettre n°000596/MEDD/CM
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	28 octobre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	20 jours
<b>Date d'attribution</b>	28 octobre 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq fournisseurs consultés :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- ALY MULTISERVICES</li> <li>- ISSA AFRIQUE SARL</li> <li>- S.N.S</li> <li>- S.I.C.O.R</li> <li>- M.D.I</li> </ul>
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq offres reçus :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- ALY MULTISERVICES pour un montant de 7 032 800 F CFA</li> <li>- ISSA AFRIQUE SARL pour un montant de 6 867 600 F CFA</li> <li>- S.N.S pour un montant de 7 310 100 F CFA</li> <li>- S.I.C.O.R pour un montant de 6 519 500 F CFA</li> <li>- M.D.I pour un montant de 7 074 100 F CFA</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	S.I.C.O.R
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	6 519 500
<b>Non conformités</b>	L'examen du cahier des charges a permis de noter que le prestataire est également chargé de la prise en charge des personnes ressources (animateurs) et du remboursement du transport des participants. Cette manière de procéder dénote d'un préfinancement de l'activité qui n'est pas conforme au principe

	<p>d'économie et contribue à renchérir le coût de la dépense publique.</p> <p>La convocation des membres de la commission des membres, tel que stipulé par l'article 39 du CMP, n'a pas été matérialisée dans le dossier.</p> <p>Le procès-verbal d'ouverture et le rapport d'évaluation ont été confondus dans un même document alors qu'il faut établir des procès-verbaux distincts à chaque étape de la procédure.</p> <p>Le tableau de comparaison des offres fait état de l'exhaustivité et de la conformité des offres, alors que la commission n'a pas procédé à la vérification de la recevabilité des offres, en application des articles 43 et 44 du CMP, tel qu'édicte par l'article 68 du CMP.</p> <p>En effet, la plupart des entreprises ciblées évoluent dans le commerce en général et l'équipement divers et administratif. De ce fait, leur choix ne tient pas compte de leurs capacités techniques à exécuter le marché, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>L'examen de la procédure d'attribution de la DRP, nous a permis de constater que le lancement, le contrôle, l'approbation, l'exécution et le paiement du marché ont été effectués par le DAGE.</p> <p>Il convient de noter que cette pratique n'est pas conforme au regard des principes du contrôle interne.</p> <p>Ainsi, il aurait fallu qu'en sa qualité de Personne Responsable de Marché, le DAGE n'intervienne pas dans le processus du paiement du marché du moment que suivant l'arrêté n°05.02.2012-000842, d'autres personnes ont été nommés.</p> <p>La publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics n'a pas été retracée dans le dossier qui nous a été transmis, au regard de l'article 78.3.b qui stipule que « ... les marchés concernés donnent lieu ... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution, lorsque le montant atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre chargé des Finances.</p> <p>Il ressort de l'examen de la lettre de marché signé, que le paiement est consécutif à la présentation de pièces justificatives, alors qu'en dehors d'un certificat administratif non daté certifiant</p>
--	--

	<p>de la réalité de la dépense, aucune autre pièce (factures des personnes ressources et justificatif de remboursement du transport des participants) n'a été classée dans le dossier, pour attester de la matérialité des prestations.</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux autorités contractantes en particulier la Cellule de Passation de Marchés, de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 43 du CMP relatif aux conditions à remplir pour prendre part aux marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du CMP relatif aux renseignements et justifications à fournir ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP relatif à la procédure de demande de renseignements et de prix ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur Kalidou NDIAYE dont il est question est bien membre de la commission au titre de représentant de la DAGE.</li> <li>- Pour le reste, mêmes commentaires que précédemment.</li> </ul>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur la présence de Monsieur Kalidou NDIAYE, nous prenons acte de vos commentaires et nous retirons nos observations.</li> <li>- Pour le reste, nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.</li> </ul>

<b>DRP – DAGE</b> <b>Acquisition de fournitures de bureau (lot 1) et de consommables informatiques (lot 2)</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	02 avril 2013 par lettre n°015/MEDD/DAGE
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	10 avril 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	10 jours
<b>Date d'attribution</b>	10 avril 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq fournisseurs consultés :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- SENET-EXPRESSS</li> <li>- AME SATOU</li> <li>- P.M.S</li> <li>- MOUNA-MULTISERVICES</li> <li>- LE NDOUCOUMANE</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	AME SATOU
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot 1 : 2 147 600</li> <li>- Lot 2 : 7 947 300</li> </ul>
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	Non transmis
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	NA
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons noté que les lettres d'invitations ne renseignent pas sur la liste restreinte des candidats invités à soumettre et portent toute la même référence.</p> <p>Nous rappelons dans un souci de transparence, la bonne pratique voudrait que cette liste restreinte soit notifié à l'ensemble des candidats, conformément à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la</p>

	<p>procédure de DRP.</p> <p>Le procès-verbal d'ouverture et le rapport d'évaluation ont été confondus dans un même document alors qu'il faut établir des procès-verbaux distincts à chaque étape de la procédure.</p> <p>La vérification des pièces administratives requises pour la commande publique n'a pas été formalisée par la commission.</p> <p>Nous avons constaté que l'attribution du marché fait suite à une évaluation des offres sur la base du critère prix uniquement, alors que d'autres critères doivent être pris en compte, conformément à l'article 59 du CMP.</p> <p>L'examen de la procédure d'attribution de la DRP, nous a permis de constater que le lancement, le contrôle, l'approbation, l'exécution et le paiement du marché ont été effectués par le DAGE.</p> <p>Il convient de noter que cette pratique n'est pas conforme au regard des principes du contrôle interne.</p> <p>Ainsi, il aurait fallu qu'en sa qualité de Personne Responsable de Marché, que le DAGE n'intervienne pas dans le processus du paiement du marché du moment que suivant l'arrêté n°05.02.2012-000842, d'autres personnes ont été nommées.</p> <p>La publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics, n'a pas été retracée dans le dossier qui nous a été transmis, au regard de l'article 78.3.b qui stipule que « ... les marchés concernés donnent lieu ....à la publication sur le site des marchés publics, dès leur attribution lorsque le montant atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre chargé des Finances.</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux autorités contractantes, en particulier la Cellule de</p>
--	--

	Passation de Marchés, de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'arrêté n°2.12.2012*012913 relatif à la composition des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur la mention de la liste restreinte des candidats présélectionnés, dans les lettres d'invitation ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 43 du CMP relatif aux conditions à remplir pour prendre part aux marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du CMP, relatif aux renseignements et justifications à fournir ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP relatif à la procédure de demande de renseignements et de prix ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3 du CMP relatif à transmission et publication des résultats du marché ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP relatif à l'évaluation de l'offre la moins disante ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En ce qui concerne la DAGE, elle est chez nous Administrateur délégué des crédits de fonctionnement de son service par non seulement les dispositions du Décret portant</li> </ul>



	<p>règlement général de la comptabilité publique et du trésor mais aussi de l'arrêté portant nomination des administrateurs de crédits délégués et personnes responsables de marchés du Ministère. Aucune incompatibilité concernant ces fonctions n'est consacrée par les textes réglementaires. Ces observations peuvent à la limite être adressées au législateur.</p> <p>- Pour le reste, mêmes commentaires que précédemment</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>- Sur l'intervention du DAGE dans le processus du paiement du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, cette pratique n'est pas conforme aux principes du contrôle interne et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Pour le reste, nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.</p>

<b>DRP N° Organisation de l'arbre de Noël</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	31 octobre 2013 par lettre n°000616/MEDD/DAGE
<b>Date de dépôt des offres</b>	15 novembre 2013 à 10h
<b>Délai de préparation des offres</b>	15 jours
<b>Date d'attribution</b>	15 novembre 2013
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	25 novembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	30 jours à compter de la date de notification de l'attribution.
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (05) : E.B.S ; G.I.E. SIRMA ; ETS ABDOUL AZIZ NIANG ; A.F.K.O ; ADM MUKTISERVICES
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (05) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- E.B.S pour un montant de 14 932 900 F CFA;</li> <li>- G.I.E. SERMA pour un montant de 14 915 790 F CFA ;</li> <li>- ETS ABDOUL AZIZ NIANG pour un montant de 14 962 400 F CFA ;</li> <li>- A.F.K.O pour un montant de 14 903 400 F CFA;</li> <li>- ADM MUKTISERVICES pour un montant de 14 195 400 F CFA ;</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	<b>ADM MULTI SERVICES</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>14 195 400</b>
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des</b>	-

<b>candidats non retenus</b>	
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	NA
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen des lettres d'invitations, nous a permis de constater qu'elles ont toutes été référencées sous le même numéro.</p> <p>Seule la lettre de soumission de l'attributaire a été classée dans le dossier.</p> <p>Au titre de l'examen préliminaire, nous avons constaté que le tableau portant vérification de la recevabilité de ces dernières, ne fait pas mention des pièces administratives devant être fournies par les soumissionnaires, en violation des articles 43 et 44 du CMP, en application de l'article 45 du CMP.</p> <p>Les lettres de rejet des candidats non retenus ne sont pas dans le dossier. Nous rappelons que cette information des soumissionnaires non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de la DRP et de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Tous les candidats ont cotés le spectacle avec cinq personnes, alors que le DQE avait demandé la prestation de deux comédiens et deux artistes.</p> <p>L'examen du dossier nous a permis de constater signes de collusion. Toutes les factures pro forma n'ont pas été datées et présentent les mêmes fautes aux mêmes endroits (représentation à la place de présentation ; Ministère au lieu de Ministère ; protection au lieu de protection ; barquettee au lieu de barquette).</p> <p>Cependant, d'autres factures pro forma des mêmes candidats, datées et corrigées sont mises dans le</p>

	<p>dossier.</p> <p>La facture pro forma d'ADM Multiservices est corrigée à la main (Location espace vert aménagé 900 000).</p> <p>L'examen du dossier nous a permis de constater qu'en dehors des factures ou la collusion est constaté, d'autres factures corrigées sont dans le dossier, en violation de l'article 69 du CMP qui proscriit toute modification des offres.</p> <p>L'examen de la procédure d'attribution de la DRP, nous a permis de constater que le lancement, le contrôle, l'approbation, l'exécution et le paiement du marché ont été effectués par le DAGE. Il convient de noter que cette pratique n'est pas conforme au regard des principes du contrôle interne.</p> <p>Ainsi, il aurait fallu qu'en sa qualité de Personne Responsable de Marché, que le DAGE n'intervienne pas dans le processus du paiement du marché du moment que suivant l'arrêté n°05.02.2012-000842, d'autres personnes ont été nommées.</p> <p>La publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics n'a pas été retracée dans le dossier qui nous a été transmis au regard de l'article 78.3.b qui stipule que « ... les marchés concernés donnent lieu ...à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre chargé des Finances.</p> <p>Il convient de noter que l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012 stipule qu'il appartient aux autorités contractantes, en particulier la cellule de passation des marchés, de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 43 du CMP relatif aux conditions à remplir pour prendre part aux marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du CMP relatif aux renseignements et justifications à</p>

	<p>fournir ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP, sur la proscription de la modification des offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 45 du CMP portant application des dispositions des articles f) de l'article 43, c) et d) de l'article 44 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 68 du CMP relatif à la recevabilité, l'analyse, l'évaluation et la comparaison des offres</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP relatif à la composition des membres de la commission des marchés</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3 du CMP relatif à l'information et la publication de la DRP pour les besoins des statistiques</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mêmes commentaires que précédemment sur les questions communes.</li> <li>- Prenons acte pour le reste.</li> </ul>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les questions communes, nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment, sur ces points.</li> <li>- Pour le reste, nous prenons acte de vos commentaires.</li> </ul> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations.</p>

<b>DRP N° Acquisition de matériels pour le restaurant du MEDD</b>	
<b>Date des lettres d'invitation</b>	25 octobre 2013 par lettre n°000995/MEDD/DAGE
<b>Date de dépôt des offres</b>	07 novembre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	12 jours
<b>Date d'attribution</b>	04 novembre 2013
<b>Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus</b>	-
<b>Date de souscription du contrat</b>	-
<b>Date d'approbation du contrat</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	16 décembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	10 jours à compter de la date de notification de l'attribution.
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (05) : E.T.S SINTOU; EST SOFINO TECH SERVICES. ETS AZAOUS; WABDOU AFRIQUE SERVICES; GIE TAKKU LIGUEYE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (05) : E.T.S SINTOU; EST SOFINO TECH SERVICES. ETS AZAOUS; WABDOU AFRIQUE SERVICES; GIE TAKKU LIGUEYE
<b>Attributaire</b>	<b>ETS SOFINO TECH SERVICES</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>14 000 000</b>
<b>Cahier des charges</b>	-
<b>Invitation des candidats</b>	-
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	-
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	Non transmise
<b>Non conformités</b>	Les lettres de saisine des candidats ne sont pas transmises Cependant, une lettre d'invitation

	<p>mentionnant la liste restreinte des candidats a été versée dans le dossier. Bien que signé, ladite lettre ne donne aucune référence sur son signataire, ni sur le destinataire.</p> <p>Il convient de noter que pour répondre aux exigences du principe de transparence, le MEDD doit s'assurer de la transmission simultanée par écrit des offres auprès de cinq (5) candidats, conformément aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Le congélateur de type de coffre et le micro-onde combiné de grande capacité ont été revues à la hausse sur les quantités (1 de plus pour le congélateur et 2 pour le micro-onde) avec des diminutions des prix unitaires du congélateur et du micro-onde jusqu'à avoir le montant attribué.</p> <p>Les lettres de rejet des candidats non retenus ne sont pas dans le dossier, alors qu'il s'agit d'une exigence de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>En effet, cette information des soumissionnaires non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de la DRP.</p> <p>L'examen de la procédure d'attribution de la DRP, nous a permis de constater que le lancement, le contrôle, l'approbation, l'exécution et le paiement du marché ont été effectués par le DAGE en la personne du DAGE</p> <p>Il convient de noter que cette pratique n'est pas conforme au regard des principes du contrôle interne.</p> <p>Ainsi, il aurait fallu qu'en sa qualité de Personne Responsable de Marché, que le DAGE n'intervienne pas dans le processus du paiement du marché du moment que suivant l'arrêté n°05.02.2012-000842,</p>
--	--

	<p>d'autres personnes ont été nommées.</p> <p>La publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics n'a pas été retracée dans le dossier qui nous a été transmis au regard de l'article 78.3.b qui stipule que « ... les marchés concernés donnent lieu ....à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre chargé des Finances.</p> <p>Il convient de noter que l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012 stipule qu'il appartient aux autorités contractantes en particulier la cellule de passation des marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 43 du CMP relatif aux conditions à remplir pour prendre part aux marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du CMP relatif aux renseignements et justifications à fournir ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 68 du CMP relatif à la vérification de la recevabilité des offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP relatif au respect de la procédure de la DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3 du CMP relatif à l'information et la publication de la DRP pour les besoins des statistiques ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Mêmes commentaires que précédemment.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment.



<b>DRP Organisation Cérémonie Nuit Verte du MEDD</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	20 mai 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	27 mai 2013 – 10 Heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	7 jours
<b>Date d'attribution</b>	27 mai 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	MOSAIQUE.....FCFATTC 14 771 240 ALTECH.....FCFATTC 13 865 000 BAY SA WAAR...FCFATTC 14 911 660 GIE SEN SERVICEFCFATTC 13 844 940 SUNUBAI.....FCFATTC 12 444 280
<b>Attributaire</b>	<b>SUNUBATI SERVICES CONSULTING</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>12 444 280</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies et transmises.</p> <p>Cette information des soumissionnaires non retenus, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de la DRP.</p> <p>La publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics, n'a pas été retracée dans le dossier qui nous a été transmis, au regard de l'article 78.3.b qui stipule que « ... les marchés concernés donnent lieu ....à la publication sur le site des marchés publics, dès leur attribution lorsque le montant atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre chargé</p>

	<p>des Finances.</p> <p>Il convient de noter que l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012 stipule qu'il appartient aux autorités contractantes, en particulier la cellule de passation des marchés, de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à une application rigoureuse de la procédure de DRP en conformité avec l'article 78 du CMP et la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 3 mars 2009 ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3 du CMP relatif à l'information et la publication de la DRP pour les besoins des statistiques ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés, élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>- Mêmes commentaires que précédemment</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons acte de vos commentaires et nous formulons les mêmes appréciations que celles faites précédemment.</p>

### 3.3 Constats relatifs à l'exécution financière DAGE CPM MEDD

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
Le circuit des bons d'engagement ont été respectés mais aucun justificatif de paiement effectif des factures (copies chèques du Trésor ou ordres de virement) n'a été classé dans les dossiers de marchés, pour en attester.	
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
Veiller au classement des justificatifs de paiement des factures (copies chèques du Trésor ou ordres de virement) dans les dossiers de marchés.	

### **3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)**

#### **3.4.1 Sélection**

#### **3.4.2 Travaux effectués**

#### **3.4.3 Résultats**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE

**SECTION 4**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## **TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **APPELS D'OFFRES**

Les non-conformités ci-après ont été notées sur la mise en œuvre des procédures d'appel d'offres :

- les dossiers de marché mis à notre disposition ne comprennent pas toujours les justificatifs de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires présents ou représentés ; cette transmission du PVO est une exigence de transparence au regard des dispositions de l'article 67-4 du CMP auquel il convient de se conformer ;
- les supports de publication des avis d'attribution définitive ne figurent pas dans les dossiers de marché mis à notre disposition ; nous rappelons que l'autorité contractante est tenue de publier un avis d'attribution définitive dans les 15 jours qui suivent la notification du marché (article 85 du CM);
- De nombreuses déficiences ont été notées dans le classement des dossiers d'appel d'offres. L'autorité contractante devrait s'approprier le manuel de classement et d'archivage des documents relatifs aux passations de marchés pour garantir l'exhaustivité des dossiers de marchés.

### **DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

- Des pratiques collusives ont été notées sur la mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix. Des similitudes ont été observées dans les factures pro-forma d'AFRIQUE ENTREPRISE ET JARDINS, de SENEPREST, de GIE LE SAHEL, de GECOTRAP et de NIANA ENTREPRISES.

- Des factures pro forma des mêmes candidats, datées et corrigées sont classées dans le dossier. La facture pro forma d'ADM Multiservices est corrigée à la main (Location espace vert aménagé 900 000). L'examen du dossier nous a permis de constater qu'en dehors des factures ou la collusion est constaté, d'autres factures corrigées sont dans le dossier, en violation de l'article 69 du CMP qui proscriit toute modification des offres.
  
- L'AC, pour des raisons de transparence et d'efficacité de la dépense publique aurait dû s'adresser à des professionnels en matière d'évènementiel en lieu et place de structures non adaptées à ce type d'organisation et dont le mode de sélection des soumissionnaires ne tient aucunement compte de la capacité de ceux-ci à exécuter le marché. en effet, les entreprises ciblées dans la présente DRP sont plutôt spécialisées dans le commerce de denrées, la quincaillerie etc..., en contradiction avec l'article 44 du CMP qui dispose que « ...tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques et financières requises pour exécuter le marché ...», mais aussi avec les principes d'économie, en ce qu'il contribue à renchérir le coût de la dépense publique.
  
- Le tableau de comparaison des offres fait état de l'exhaustivité et de la conformité des offres, alors que la commission n'a pas procédé au préalable, à la vérification de la recevabilité des offres, en application des articles 43 et 44 du CMP, tel qu'édicte par l'article 68 du CMP.
  
- La plupart des entreprises ciblées évoluent dans le commerce en général et l'équipement divers et administratif. De ce fait, leur choix ne tient pas compte de leurs capacités techniques à exécuter le marché, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.
  
- Le procès-verbal d'ouverture et le rapport d'évaluation ont été confondus dans un même document alors qu'il faut établir des procès-verbaux distincts à chaque étape de la procédure.

- En effet, cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mis aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de la DRP.
- L'examen d'une procédure d'attribution de DRP, nous permis de constater que le lancement, le contrôle, l'approbation, l'exécution et le paiement du marché ont été effectués par le DAGE en la personne de Mme Ramatoulaye Dieng Ndiaye. Il convient de noter que cette pratique n'est pas conforme au regard des principes du contrôle interne. Ainsi, il aurait fallu qu'en sa qualité de Personne Responsable de Marché, que Mme Ramatoulaye Dieng Ndiaye n'intervienne pas dans le processus du paiement du marché du moment que suivant l'arrêté n°05.02.2012-000842, d'autres personnes ont été nommées.
- La publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics n'a pas été retracée dans le dossier qui nous a été transmis au regard de l'article 78.3.b qui stipule que « ... les marchés concernés donnent lieu ... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre chargé des Finances.
- Il convient de noter que l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012 stipule qu'il appartient aux autorités contractantes en particulier la cellule de passation des marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **AOO**

Veiller au respect des dispositions de l'article 39 relatif à la convocation des membres de la commission ;

Veiller à respecter les dispositions de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumissions ;

Se conformer aux dispositions de l'article 85 du CMP relatif à la notification et à la publication de l'avis d'attribution définitive ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 140 du CMP relatif à l'avis de non objection sur le DAO ;



S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

## **DRP**

Veiller à une application rigoureuse de la procédure de DRP en conformité avec l'article 78 du CMP et la circulaire N°004/PM/C.AB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Veiller au respect de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés ;

Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP, sur les capacités juridiques, techniques et financières des candidats ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 68 du CMP, sur le suivi formalisé de la transmission des pièces administratives ;

Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP, sur la proscription de la modification des offres ;

Veiller au classement des lettres d'invitation et des lettres de rejet aux candidats non retenus ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP, sur la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;

Bannir toute pratique collusive tendant à biaiser la concurrence ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

**SECTION 5**  
**SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

<b>Rappel des recommandations</b>	<b>Actions entreprises par le MATCL ou DAGE MCL</b>	<b>Evaluation des actions entreprises</b>	<b>Plan d'action suggéré</b>	<b>Commentaires de l'autorité Contractante</b>
Veiller au respect des dispositions de la législation fiscale en vigueur	L'ensemble des contrats des marchés objet de notre revue n'ont pas été enregistrés	Recommandations partiellement mise en œuvre	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'article 5 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Un manque de maîtrise dans l'analyse des besoins a été noté ce qui a pour conséquence une mauvaise élaboration du cahier des charges	Recommandations non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéas 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.	La transmission des procès-verbaux pour publication n'est toujours pas effective	Recommandation non mise en œuvre	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'article 9 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics et à archiver les copies des titres de créance et de certification.	les pièces de règlement à savoir les titres de créance et les titres de certifications ont été transmises mais sans le visa de l'Ordonnateur Délégué.	Recommandations mise en œuvre partiellement	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des	L'évaluation des offres a été faite au regard du critère du prix sans une analyse de la capacité juridique des	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	

Marchés Publics.	soumissionnaires			
Veiller au respect des dispositions de l'arrêté n°011586/MEF 8 du 27 Décembre 2007, et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.	Des efforts ont été faits mais les manquements dans l'archivage des documents de passation existent toujours	Recommandation partiellement mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	

**SECTION 6**  
**STATISTIQUES DES ANOMALIES**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS DAGE CPM MEDD**

Description	AO N°DAGE/2013/01/F	AO N°DAGE/2012/09/F	AO N°DAGE/2012/023/2
<b>Nature</b>	Acquisition de 12 véhicules et de 02 motocyclettes en 06 lots distincts et indivisibles		
<b>Attributaires</b>	- Lot 1 : EMG - Lot 2 : CFAO MOTORS	Mokhtar Kane	Cabinet Merlin
<b>Montants en F CFA TTC</b>	- Lot 1 : 34 800 000 - Lot 2 : 87 822 000 34 240 000 22 194 000 51 970 000 2 980 000	14 944 500	440 109 995
Violation de l'article 36 du CMP sur la composition des membres de la commission des marchés		✓	
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés	✓		✓
Violation de l'article 67.4 du CMP sur la transmission du procès-verbal d'ouverture aux candidats présents ou leurs représentants	✓	✓	✓
Violation des de l'article 140 du CMP sur l'avis de non objection sur le DAO	✓		
Violation de l'article 70 du CMP sur les délais réglementaires pour l'attribution du marché	✓		✓
Violation de l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et la publication de l'avis d'attribution définitif	✓	✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des	✓	✓	✓

marchés			
---------	--	--	--

<b>Description</b>	<b>DRP – F_DAGE_280</b>	<b>DRP – S_DAGE_394</b>	<b>DRP – F_DAGE_448</b>
<b>Nature</b>	Fourniture et pose de stores complémentaires au niveau des bureaux du MEDD	Appui aux journées NATANGUEE de la DEEC	Acquisition de matériels de jardinage
<b>Attributaires</b>	CRISTABEL DIFFUSION	Ets OUMOU KHAÏRY MULTI SERVICES	AFRIQUE ENTREPRISE ET JARDINS
<b>Montants en F CFA TTC</b>	10 500 950	13 947 600	14 614 182
Violation des règles de transparence sur l'information de la liste restreinte	✓		
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés	✓		
Violation de l'article 43 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés		✓	
Violation de l'article 68 du CMP sur le suivi formalisé de la transmission des pièces administratives		✓	
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓		✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics	✓		✓
Bannir toute pratique collusive tendant à biaiser la concurrence			✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓		



Description	DRP – T_DAGE_417	DRP – T_DAGE_405	DRP – S_DAGE_269
<b>Nature</b>	Pose de signalétiques au siège du MEDD	Travaux divers portant : Lot 1- Dépannage Onduleur & renforcement de cordons ; Lot 2-Aménagement salle d'attente – pavage – balisage parking extérieur	Atelier de formation des agents sur l'utilisation et les fonctionnalités de la téléphonie IP
<b>Attributaires</b>	GRAPHIK SOLUTIONS	E.G.B.T.P	G.S.G SARL
<b>Montants en F CFA TTC</b>	23 370 000	21 829 410	14 809 000
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMF pour publication sur le site des marchés publics	✓	✓	✓
Respecter rigoureusement la circulaire n°004/PM/C.AB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP en application à l'article 78 du CMP			✓
Veiller au principe d'économie dans les marchés publics			✓
Bannir toute pratique collusive tendant à biaiser la concurrence			✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires du contrat		✓	
Vieller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de marchés (procès-verbal de réception)	✓		

Description	DRP – CC_DAGE_447	DRP – CC_DAGE_449	DRP – F_DAGE_017
<b>Nature</b>	Atelier de formation en marchés publics au profit des agents du MEDD	Organisation atelier de restitution des résultats de la revue interne de la passation des marchés publics	Acquisition de fournitures de bureau (Lot 1) et de consommables informatiques (Lot 2)
<b>Attributaires</b>	S.I.C.O.R	S.I.C.O.R	AME SATOU
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 160 000	6 519 500	- Lot 1 : 2 147 600 - Lot 2 : 7 947 300
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés		✓	✓
Violation de l'article 43 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés		✓	✓
Violation de l'article 45 du CMP en application des dispositions prévues aux paragraphes f) de l'article 43, c) et d) de l'article 44 du CMP			
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation			✓
Violation de l'article 68 du CMP sur le suivi formalisé de la transmission des pièces administratives	✓		
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics	✓	✓	✓
Respecter rigoureusement la circulaire n°004/PM/C.AB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP en application à l'article 78 du CMP	✓		
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires du contrat	✓		
---	---	--	--

Description	DRP – CC_DAGE_446	DRP – CC_DAGE_418	DRP – S_DAGE_085
<b>Nature</b>	Organisation de l'arbre de Noel	Acquisition de matériels pour le restaurant du MEDD	Organisation cérémonie nuit verte du MEDD
<b>Attributaires</b>	ADM MLULTI SERVICE	Ets SOFINO TECH SERVICES	SUNUBATI SERVICES CONSULTING
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 195 400	14 000 000	12 444 280
Violation de l'article 43 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés	✓	✓	
Violation de l'article 68 du CMP sur le suivi formalisé de la transmission des pièces administratives	✓	✓	
Violation de l'article 69 du CMP sur la proscription de la modification du prix de l'offre	✓	✓	
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics	✓	✓	✓
Respecter rigoureusement la circulaire n°004/PM/C.AB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP en application à l'article 78 du CMP			✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

## **7. ANNEXES**

## **7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 8 juillet 2015

**Monsieur le Ministre  
de l'Environnement et  
du Développement Durable  
(MEDD)**

**Objet :** Transmission des Rapports Provisoires de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes de la DAGE et de la DPN du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable au titre de la gestion 2013

**Monsieur le Ministre,**

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 8 au 14 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur le Ministre**, l'expression de notre parfaite considération.

**Ibra Guèye  
Directeur-Associé**



## **7.2 REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**





RS

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Dakar, le 18 AOUT 2015

*Le Ministre*

**CONFIDENTIEL**

**Objet :** Observations sur les rapports provisoires de la mission de revue  
Indépendante au titre de la gestion 2013


**Monsieur le Directeur Associé,**

En réponse à vos correspondances en date du 08 juillet 2015, je vous transmets, ci-joint, les observations de mon département sur les rapports provisoires de la mission de Revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes de la Direction de l'Administration générale et de l'Equipeement et de la Direction des Parcs nationaux du Ministère de l'Environnement et du Développement durable, au titre de la gestion 2013.

Je vous souhaite bonne réception.

**Pièces jointes :**

- Observations de la DAGE du MEDD ;
- Observations de la DPN du MEDD ;
- ANO matériel de transport ;
- ANO matériel de communication ;
- Décharge remise de PV d'ouverture des plis ;
- Lettres de saisine DRP.

  
**LE MINISTRE**  
**Abdoulaye BALDE**

A

Monsieur Ibra GUEYE  
Directeur Associé  
Cabinet BSC

DAKAR

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

OBSERVATIONS DE LA DIRECTION DES PARCS NATIONAUX DU  
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

A la page 3 du rapport :

1. Réserves

a) Concernant le marché **N°DPN/2013/05/F** relatif à **l'acquisition de six (06) véhicules pick-up 4 x 4 double cabine au profit du Parc National de Niokolo Koba**, il est mentionné que, pour le PV d'ouverture des plis, le contrôle des pièces administratives annexées ne donne pas d'indications sur les dates d'expiration desdites pièces.

En effet sur ce point, le Président de la commission des marchés constate à l'ouverture des plis, en présence des soumissionnaires, si les pièces fournies sont conformes ou pas. Pour chaque pièce, il lit les dates d'émission et d'expiration. Ce qui lui permet de dire si la pièce est en cours de validité ou pas. Et en cas de non-conformité, il donne aux candidats concernés un délai en général de sept (07) jours pour compléter leurs pièces administratives.

Sur le second point, la vérification des pièces administratives requises pour être éligible à ce marché, a conduit la Commission à constater que la **CCBM Industries** devait renouveler l'attestation de l'Inspection Régionale du Travail. Ainsi, la commission a accordé un délai de sept (07) jours, à compter de la date d'ouverture des plis, aux soumissionnaires concernés pour qu'ils complètent leurs dossiers administratifs. Après épuisement du délai des sept (07) jours, la commission d'évaluation a décidé de ne pas retenir la CCBM Industries pour un examen détaillé au motif qu'il n'a rien fourni, conformément à l'article 43 alinéa f du Code des Marchés Publics qui précise que « Ne sont pas admises à prendre part aux marchés publics, quelque soit le mode de passation du marché, les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale, ou n'ont pas effectué le paiement des impôts, taxes et cotisations exigibles à cette date ».



b) Pour le marché **N°DPN/2013/01/F**, la même observation que pour le point ci-dessus a été faite. Cependant, à la différence du point avec lequel la comparaison est faite, aucun soumissionnaire n'a été éliminé pour l'examen préliminaire ce qui a permis de retenir les offres des trois (03) soumissionnaires qui ont fait l'objet d'évaluation.

c) Par lettre **N°003376/MEF/DCMP/DCV/60** du **26 juin 2013**, la DCMP a donné un avis de non objection pour **déclarer infructueux**, le **lot 1** du marché **N°DPN/2013/04/F** relatif à **l'acquisition de matériel de transport en trois (03) lots distincts et indivisibles au profit du Parc National de Niokolo Koba**. Dans cette même correspondance, elle avait demandé que le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) modifié lui soit adressé pour avis avant de procéder à la relance du marché. Pour satisfaire à cette exigence, le DAO modifié, a été envoyé à la DCMP ainsi que l'autorisation de la Commission de Contrôle des véhicules administratifs.

Page 4 du rapport :

d) Certes, la validation du marché **N°F-DPN-02** a connu beaucoup de retard, mais elle a été lancée après son insertion dans le Plan de Passation des Marchés (voir ANO de la DCMP en annexe).

Concernant le justificatif de la transmission des PV d'ouverture des plis, un registre est ouvert à cet effet au niveau de la Commission des marchés. Dans ce registre figurent, le dépôt des offres, la remise de PV et la présence des membres de la commission des marchés ainsi que les représentants des soumissionnaires).

e) Pour la Demande de Renseignement et des Prix (DRP) **N°14** relative à la fourniture de **cartes de recharges pour téléphone satellitaire au profit du Parc National de Niokolo koba** attribuée à la société **ARMURERIE DAKAROISE** pour un montant de : **18 974 400 CFA TTC**.

La procédure concurrentielle n'a pas été faite puisque les cartes de recharge pour les téléphones satellitaires Thuraya que nous avons sont de l'exclusivité de **la société Thuraya** qui a le monopole de la marque. C'est ainsi qu'après avoir acquis ces appareils, il revenait à la Direction des Parcs Nationaux de procéder à l'approvisionnement, en cartes de recharge des téléphones, pour leur mise en marche dans les différents postes de garde du Parc National de Niokolo koba et au

niveau des brigades mobiles de lutte anti-braconnage. Pour cette observation, il faut signaler que le concessionnaire retenu, à savoir THURAYA, a ses propres cartes qui sont spécifiques à ses téléphones et qu'en aucune façon les autres cartes des concurrents ne peuvent être utilisées.

**f) La DRP N° F-DPN-105 pour l'acquisition de fournitures de bureau (lot1) et consommables informatiques (lot 2) attribuée respectivement au GIE DJIGUI-SO pour un montant de 2 741 140 FCFA TTC et à la société BURO PLUS pour un montant de 6 498 980 FCFA TTC.**

La Direction des Parcs avait consulté par **lettres de saisine N°21, 22, 23, 24 et 25** du 11 mars 2013, cinq (05) candidats qui lui ont adressé des demandes d'agrément et qui figurent dans sa base de données, pour la fourniture des deux lots distincts. Sur cette base des cinq ciblés, trois (03) fournisseurs ont répondu.

Par rapport au NINEA, les candidats contactés à partir de la base des données avaient déposé leur copie en même temps que les lettres de demandes d'agrément.

**g) Pour la DRP relative à la fourniture de munitions pour le compte de la Direction des Parcs, attribuée à la société ARMURERIE DAKAROISE pour un montant de 9 975 000F CFA TTC.**

Les trois (03) fournisseurs d'armes et munitions au Sénégal ont été sélectionnés pour cette DRP considérée comme **marché secret**. Les candidats avaient été saisis confidentiellement par lettres n° 0067,0068, 0069 du 10 juin 2013. A la suite, seuls les deux (02) fournisseurs, Armurerie Dakaroise et HANE ont répondu. Le troisième candidat ETS CHERAULT ne s'est pas manifesté.

Enfin les observations sur le délai de publication de l'avis d'attribution définitive, les lettres d'informations aux candidats et la publication des marchés dans le site des marchés publics, seront prises en compte dans le futur.



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

**OBSERVATIONS DE LA DAGE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DU  
DEVELOPPMENT DURABLE SUR LE RAPPORT PROVISOIRE DE L'ARMP  
POUR LA GESTION 2013**

AO N° DAGE/2013/01/F ACQUISITION DE 12 VEHICULES ET DE 02 MOTOCYCLETTES EN SIX (06) LOTS DISTINCTS ET INDIVISIBLES	
Date de transmission du DAO N°	Non transmis
Date de publication de l'AO	Le 16 mai 2013
Date limite de dépôt des offres	Le 17 juin 2013 à 10h
Délai de préparation des offres	32 jours
Date d'ouverture des plis	Le 17 juin 2013 à 10h
Date de l'évaluation technique	Non spécifiée
Date d'attribution	Le 04 juillet 2013.
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	Non transmis
Date de l'attestation d'existence de crédits	Le 14 octobre 2013 pour les lots 1 et 4.
Date de demande d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal	25 juillet 2013

Page 1 sur 41